



CAHIERS PENSE BRASIL

ÉTAT DE DROIT ET DÉMOCRATIE

BRASILIA, juillet 2019 - N° 2





ÉTAT DE DROIT ET DÉMOCRATIE

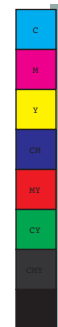




CAHIERS

PENSE
BRASIL

ÉTAT DE DROIT
ET DÉMOCRATIE



Copyright ©Fundação João Mangabeira 2019

Directeur Président

Ricardo Coutinho

Directeur Vice-président

Alexandre Navarro

Directeur des Finances

Renato Xavier Thiebaut

Directeur d'Études et Recherches

Carlos Amastha

Directeur d'Organisation

Fabio Maia

Conseil Zélateur

Président

Carlos Siqueira

Membres Titulaires

Adilson Gomes da Silva

Álvaro Cabral

Cristina Almeida

Dalvino Franco

Domingos Leonelli

Francisco Cortez

Gabriel Maia

Jairon Nascimento

James Lewis

Joilson Cardoso

Manoel Alexandre

Paulo Bracarense

Ricardo Coutinho

Serafim Corrêa

Silvânio Medeiro

Vera Regina Müller

Suppléants

Felipe Martins

Henrique Antão

Conseil fiscal

Membres Titulaires

Ana Lúcia de Faria Nogueira

Carlos Magno Barbosa do Amaral Junior

Gerson Bento da Silva Filho

Suppléants

Alessandro Antônio Stefanutto

Paulo Sérgio Bonfim

Cahiers Pense Brasil

Coordination-Générale

Fabio Maia

Coordination Éditoriale

Márcia Rollemberg

Consultante de Communication

Luciana Capiberibe

Édition

Institut Paulista de Cidades

Créatives et Identités Culturelles (IPCCIC)

Recherche et Texte

Adriana Silva

Fernanda Rosas Pires de Saboia

João Eduardo do Nascimento Fonseca

Tamarallinsky Crantschaninov

Projet Graphique

Mise en page: Adriana Silva

Photos de couverture: Collection Chambre des

Députés et Wikipédia

Photographie: Marcus Mendes

Révision: Eva Barbosa

Agence de Coopération de Communication et

Réseaux Sociaux

Muganga Criativa Communication Numérique

Version en Français

João Xavier de Lima Neto

Distribution: Versions imprimée et électronique

Circulation: 3 mille exemplaires. Version espagnole 100

exemplaires. Version française 100 exemplaires.

Accès et téléchargement: <http://fjmangabeira.org.br/cahiersbrasil>

Catálogo na publicação (CIP)

F981b

Cadernos Pense Brasil: Estado de Direito e Democracia/Fundação João Mangabeira. - Brasília: Editora FJM, 2019 - n.º 2, julho - mensal.

40 p.il. color 21 x 27cm

1. Política - Brasil. 2. Estado de Direito. 3. Democracia.
I. Título. II. Fundação João Mangabeira (FJM).

ISBN: 978-85-60441-47-1

CDD 320

CDU 32 (81)



Fundação João Mangabeira

Sede própria – SHIS QI 5 – Conjunto 2 – Casa

CEP 71615-020 – Lago Sul – Brasília, DF

Telefax: (61) 3365-4099/3365-6277/3365-5279

fjm@fjmangabeira.org.br

www.fjmangabeira.org.br

www.facebook.com/Fjoaomangabeira

twitter.com/fj_mangabeira

www.instagram.com/fjmangabeira

www.tvjoaomangabeira.org.br

www.observatoriodademocracia.org.br



Photo: Acervo FJM, 2019.

PRÉSENTATION

La deuxième édition du cycle de conférences nationales « Pense Brasil » organisée par la Fondation João Mangabeira (FJM) du « Partido Socialista Brasileiro » (Parti Socialiste Brésilien, PSB), s'est déroulée à Brasília le 16 juillet, avec pour thème central État de Droit et Démocratie. Cette initiative, qui associe experts et dirigeants nationaux, vise à éclairer les moments sombres que nous vivons. Temps d'incertitudes, des fameuses fake news, dans lesquelles les versions prévalent et non la vérité des faits.

Sans L'État de Droit et sans la Démocratie, il n'y a aucune autre politique capable de répondre aux besoins essentiels de la population brésilienne, et cela constitue un thème fondamental.

Le recul des politiques sociales et des processus participatifs parrainés par le gouvernement actuel; la faim étant à nouveau un agenda pertinent; et la perte de droits constitutionnels, sont des constats surprenants.

En 2010, alors que nous parcourions les lieux les plus reculés de notre Nation, nous avons vu des gens revendiquer auprès des gouvernements l'augmentation du nombre des lits dans les hôpitaux, des établissements

de santé, des garderies pour leurs enfants et d'écoles près de chez eux.

Tout au long des années 2016 et 2017, ces mêmes Brésiliens et Brésiliennes avaient pour principal intérêt la reprise du travail. Le pays avait progressé de manière significative dans le domaine social et la demande principale était la croissance économique, suivie de nouvelles offres d'emplois. Aujourd'hui, la réalité est que les gens n'ont pas le sou.

Au lieu d'avancer, ils perdent des conquêtes historiques. Nous vivons une involution et la population est sans espoir.

L'objectif de la FJM et du PSB avec PENSE BRASIL est de construire une ligne d'arguments; amplifier la capacité de nous battre avec la connaissance; renforcer l'articulation des acteurs engagés dans un projet de Pays; promouvoir une compréhension plus profonde de la réalité; et renforcer notre pouvoir de combat.

La vérité doit être répercutée; il faut afficher les faits réels; et créer des moyens pour que la population se mobilise afin qu'ensemble nous puissions faire face aux graves dangers imminents. Nous ne pourrions approfondir le dialogue avec le peuple brésilien qu'en comprenant et en accentuant sa juste lutte pour le droit de tous à une vie digne.

Le « PENSE BRASIL » est une invitation à ouvrir la voie à la Démocratie, une attitude d'union de forces pour construire des stratégies plus efficaces pour un bon combat, avec éthique et vérité, force et conviction.

Nous espérons vous rencontrer dans ce parcours qui commence par la communion d'idées et le focus sur le but de ne jamais abandonner le Pays.

Participez présentiellement ou interagissez via Internet à ce cycle de débats pour une citoyenneté active et collective. Nous comptons sur vous!

Ricardo Coutinho

Président de la Fondation João Mangabeira



Manifeste Pense Brasil

en faveur de l'État de Droit et de la Démocratie
Fondation João Mangabeira

“

n'abandonnons
pas le
Brésil

”



Eduardo Campos

Manifeste Pense Brasil en faveur de l'État de Droit et de la Démocratie Fondation João Mangabeira

Comprenant les manifestations réalisées le 16 juillet 2019 lors de la réunion organisée par la Fondation João Mangabeira (FJM) du « Partido Socialista Brasileiro (Parti Socialiste Brésilien, PSB), intitulée « Pense Brasil » Etat de Droit et Démocratie; compte tenu des contributions ayant été présentées; le remue-ménages avec les chefs et les représentants du parti; le Manifeste de la FJM est signé en faveur de l'État de Droit et de la Démocratie est signé, en faveur de l'action socialiste en la matière.

Le Brésil subit actuellement de vives et malhonnêtes attaques contre l'État de Droit et le régime démocratique. Il est nécessaire d'énumérer, d'analyser et de présenter des solutions dans le domaine progressiste afin que le Brésil ne dévie pas de la trajectoire débutée avec le passage de la dictature au régime démocratique, en 1979, avec la « Lei da Anistia » (Loi de l'Amnistie) et consolidée avec la promulgation de la Constitution de 1988. Cette trajectoire qui trouve son tournant dans le processus constituant, mais elle comporte un passé de combats menés par les mouvements sociaux, religieux, universitaires, des partis progressistes, pour la défense des Droits de l'Homme, pour la lutte contre la Dictature militaire contre tous les revers, atrocités et barbaries pratiqués pendant cette période.

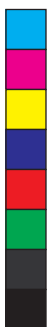
Ainsi, il est impossible de défendre la démocratie sans reconnaître qu'elle est le fruit de la lutte de beaucoup dans un processus complexe et ardu. Reconnaître ces dimensions nous permet de comprendre avec clarté les énormes défis à relever pour la maintenir et l'approfondir.

Les défis sont nombreux, car il ne s'agit pas seulement de choisir un régime politique. La défense de la Démocratie engage un large pacte social autour de la défense et du maintien

de la souveraineté du Pays, de la protection, de la défense et du renforcement de la Fédération, de la garantie du fonctionnement complet et libre des pouvoirs de la République, de la sécurité pour l'exercice des libertés individuelles et collectives, de la presse, du respect du dialogue et du contradictoire, tout cela présidé par les intérêts de la majorité de la population.

L'actuel déséquilibre des forces entre les différents acteurs (marché, agents extérieurs, forces originaires des appareils judiciaires et de police au sein de la structure de l'État) présents dans la construction du système sociopolitique a conduit à la recherche d'intérêts particuliers de la part de groupes contraires aux pratiques démocratiques.

L'élection présidentielle de 2018 a représenté un autre tournant dans la trajectoire de la construction de notre démocratie, mais cette fois-ci au détriment du contrat social issu de l'Assemblée Nationale Constituante. Élu démocratiquement un Président qui commémore la Dictature Militaire; défenseur de thèses miso-



gynes; contre la défense des droits de l'homme, les segments minoritaires, les politiques sociales, l'éducation publique de qualité; enfin, contre tous les thèmes et agendas défendus par les secteurs progressistes de la société. Nous avons assisté à un aggravement de la Démocratie provoquée par elle-même; un projet politique totalement antidémocratique élu démocratiquement.

Ce panorama paradoxal et, dans une certaine mesure, schizophrénique, démontre l'incapacité de la société brésilienne à accepter que le pacte institutionnel de 1988 entraînerait, comme il l'a fait, des changements dans les relations de pouvoir et dans les inégalités sociales. Notre incapacité à nous reconnaître - riches

et pauvres, citadins et habitants ruraux, entrepreneurs et travailleurs - en tant que membres d'une même société qui défend le progrès de toutes et tous, nous conduit à ce moment de l'histoire.

Ce processus ne se produit pas de manière autonome, il est orchestré par divers groupes d'intérêts qui bénéficient d'une société à pensée autoritaire, conservatrice et antidémocratique. Le premier secteur qui contribue à ce scénario, c'est le marché. Le néolibéralisme, qui s'est développé surtout depuis les années 1980, enlève le pacte social de l'équation garantissant le progrès des nations.

Le centralisme dans le sujet et la prétendue méritocratie, en tant que forme de répartition des revenus, entraînent la concentration des revenus et, par conséquent, du pouvoir entre les mains de sociétés multimillionnaires et de grands propriétaires de terres. Depuis l'effondrement de l'Union Soviétique dans les années 1990, le PIB mondial a presque doublé.

La capacité de produire des richesses dépend fortement des progrès de la technologie. La somme des ressources productives sur le globe crée des conditions idéales pour nourrir tous les êtres humains. Cependant, les 36 individus les plus riches du monde concentrent le même revenu que 4,7 milliards de personnes parmi les plus pauvres de l'humanité (OXFAM, 2017). Pour beaucoup, en particulier les plus pauvres et les plus exclus, il est très difficile de défendre l'État de Droit et la Démocratie, tandis que nous sommes en mesure de générer des richesses qui ne sont pas socialement redistribuées.

Notre pacte social se décompose avec la pauvreté, la faim et les inégalités de revenus brésiennes, qui reflètent la réalité mondiale.

Le système financier actuel prive l'État de développer des réponses sociales à ces questions parce qu'il en bénéficie, c'est-à-dire que lorsque la faim et la misère sont pour beau-



coup, de plus en plus de richesses sont entre les mains de peu de gens.

La grande majorité des médias adhèrent aux intérêts privés, au marché, agissant de manière agressive en faveur de la désinformation et de l'autoritarisme. La vulgarisation de l'accès à Internet et aux smartphones, au lieu de promouvoir un débat qualifié à partir de diverses sources d'information, a rendu encore plus désorganisé le déroulement d'un débat politique de qualité. L'avènement des fake news, caractérisé par la diffusion de fausses nouvelles, souvent offensantes pour les droits de l'homme et pour l'État de Droit, est devenu une arme dans la dispute électorale qui ne contribue en rien à renforcer la démocratie, car la discussion politique devient superficielle et sensationnaliste.


C'est ce même sensationnalisme qui profite à la pensée autoritaire lui permettant de s'accroître au Brésil, car seul un gouvernement «fort» serait en mesure de nous délivrer des menaces du vieux et mystifié personnage «communisme». L'absence de réglementations claires dans ce domaine et de sanctions efficaces pour les propagateurs de ce type de contenu affaiblit davantage l'État Démocratique de Droit.

La troisième menace provient du système politique brésilien lui-même, en particulier la combinaison symbiotique qui conduit au «grossissement» du Pouvoir Judiciaire (et la formation du Parti de la Justice) par rapport aux autres Pouvoirs établis dans la Constitution. Aujourd'hui, nous savons que l'opération Lava Jato a utilisé des moyens autoritaires et en dehors de la législation en vigueur pour mener les enquêtes, dans les démarches, notamment en ce qui concerne les condamnations et les libérations des accusés. Les échanges de messages récemment révélés par le journal The Intercept Brésil entre l'ancien juge Sérgio Moro, actuellement ministre de la Justi-

ce, et le procureur chargé de suivre l'Opération, témoignent de la promiscuité entre les Pouvoirs dans le but de mettre en place un projet politique autoritaire, punitif et conservateur.

Le Brésil est aujourd'hui un pays presque insurrectionnel. En ne croyant plus aux structures brésiliennes constituées; dans les processus de représentation et les acteurs politiques, une partie de la population, emportée par des manœuvres déjà narrées, se retrouve sans lien identitaire avec leur patrie. Il est bien connu que les partis sont devenus incapables de faire face à ce désir anti-institutionnel, en particulier parce que les gens hésitent à croire aux institutions telles qu'elles sont actuellement. Et dans ce cas, non seulement les partis, mais aussi les entités de classe et les organisations de la société.

Si nous devons réorganiser ces représentations sociétales, que nous fassions cela alors au nom de la Démocratie et de l'État de Droit. C'est dans ce sens que la FJM se propose de



débattre le plus largement possible et de renforcer les institutions de réflexion. Parce que nous vivons un moment historique dramatique, les forces de la résistance doivent agir afin d'éviter l'endurcissement de la mélancolie populaire au point de paralyser le potentiel politique.

L'ensemble du diagnostic présenté ici conduit la société brésilienne à une immense

confusion quant aux valeurs démocratiques et progressistes, ainsi qu'à la question de savoir quels sont les moyens les plus efficaces de sortir des crises politique et sociale dans lesquelles nous nous trouvons. La FJM soutient que le seul moyen possible est la Démocratie et son approfondissement en conservant l'État Démocratique de Droit. À cet égard, la FJM souscrit aux points suivants:

1. La défense de la Constitution fédérale de 1988 et de ses principes démocratiques et sociaux;

2. L'adoption de politiques publiques de redistribution des revenus en tant qu'élément fondamental de la concrétisation du pacte démocratique, de la cohésion sociale et de la conception progressiste de la société brésilienne, fondées sur des stratégies de politiques sociales centrées sur l'État;

3. L'adoption de mécanismes permanents d'examen du système fiscal brésilien en tant que stratégie permettant de faire face à la régressivité fiscale et à la concrétisation de la redistribution des revenus;

4. L'adoption de mécanismes de taxation de grandes fortunes;

5. La nécessaire révision du système politique brésilien, y compris la réflexion sur la structure des partis, qui aujourd'hui ne représente pas les structures sociales, afin d'améliorer la représentation et la représentativité populaires;

6. L'approfondissement de la démocratie participative, à travers l'institution, le renforcement et la protection des Conseils de Politiques Publiques, des Conférences et des Auditions Publiques et d'autres méthodes assurant la présence de la société civile dans les espaces gouvernementaux;

7. L'adoption d'instruments, tels que les plébiscites et les consultations publiques, dans les stratégies de renforcement de la Démocratie et de l'État de Droit;



8. La défense sans ambiguïté des pratiques de transparence et de contrôle social qui favorisent la participation démocratique et contraignent les gouvernements et les entreprises / marché à des pratiques licites de façon bénéfique à la Démocratie;

9. La construction de stratégies d'éducation politique et citoyenne dans les premières années d'école, de sorte que la nouvelle génération de Brésiliens puisse acquérir une lecture critique de leur réalité;

10. Assurer les investissements dans la culture de la mémoire et la sauvegarde de l'histoire brésilienne dans le cadre de ce processus éducatif pour l'ensemble de la société, en mettant particulièrement l'accent sur les atrocités commises par la Dictature Militaire;

11. Défense sans équivoque, large et sans restriction des droits de l'homme, garantissant le droit à la liberté d'expression, d'association, à la sécurité et à la vie;

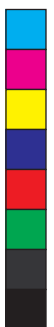
12. Déliement des forces policières des Forces Armées dans le cadre de la confrontation et de l'abandon de pratiques autoritaires de contrôle de la société;

13. Assurer le contrôle des activités exercées par le Pouvoir Judiciaire par les autres Pouvoirs, de manière autonome et indépendante, afin de promouvoir le rééquilibrage des forces entre l'Exécutif, le Législatif et le Judiciaire, cela étant fondamental pour la garantie de l'État Démocratique de Droit;

14. Renforcer les mécanismes institutionnels de lutte contre la corruption;

15. Adopter des mécanismes pour renforcer la mise en œuvre du Marc Civil d'Internet (Loi fédérale 12.965/2014), en particulier en ce qui concerne la responsabilité civile des utilisateurs et des fournisseurs;

16. Soutien des éléments de protection des pratiques citoyennes et de la pensée critique, sans restrictions idéologiques, dans les établissements scolaires.



PROGRAMME



Conférence 1

État de droit et démocratie:
extrêmes, risques et défis de la crise
brésilienne

LUIZ NASSIF

Journaliste et Directeur du Magazine GGN

Médiateurs: **CARLOS SIQUEIRA**

Président du Parti Socialiste Brésilien (PSB) et

RICARDO COUTINHO

Président de la Fondation João Mangabeira



Conférence 2

Protection de la démocratie, une tâche qui
unifie la lutte contre le recul

CARLOS SIQUEIRA

Président du Parti Socialiste Brésilien (PSB)

Médiateur: **RICARDO COUTINHO**

Président de la Fondation João Mangabeira



Table ronde 1

Médias, pouvoir et citoyenneté: vertiges,
dangers et espoirs de la crise brésilienne

HELENA CHAGAS

Journaliste

RODRIGO ROLLEMBERG

Ancien gouverneur

Médiatrice: **VALNEIDE NASCIMENTO**

Secrétaire Nationale de la (NSB)



Table ronde 2

L'épidémie autoritaire: l'État contre
l'Économie

LUIZ GONZAGA BELLUZZO

Économiste et professeur à Unicamp

Médiatrice: **LÍDICE DA MATA**

Députée Fédérale - PSB-BA

Photos: Marcus Mendes, 2019

PROGRAMME

Table ronde 3

L'épidémie autoritaire: l'État contre le Droit et la Justice

GILSON DIPP

Ancien ministre de la Cour Supérieure de Justice

Médiateur: **CARLOS SIQUEIRA**

Président du PSB

Table ronde 4

L'épidémie autoritaire: l'État contre la société et les Droits de l'Homme

ALESSANDRO MOLON

Député Fédéral du PSB de Rio de Janeiro et Chef de l'Opposition à la Chambre des Députés

GUILHERME BOULOS

Dirigeant du Mouvement des Travailleurs Sans-abri et ancien candidat à la Présidence de la République par le Parti Socialisme et Liberté (Psol)

Médiateur: **FABIO MAIA**

Directeur d'Organisation de la Fondation João Mangabeira

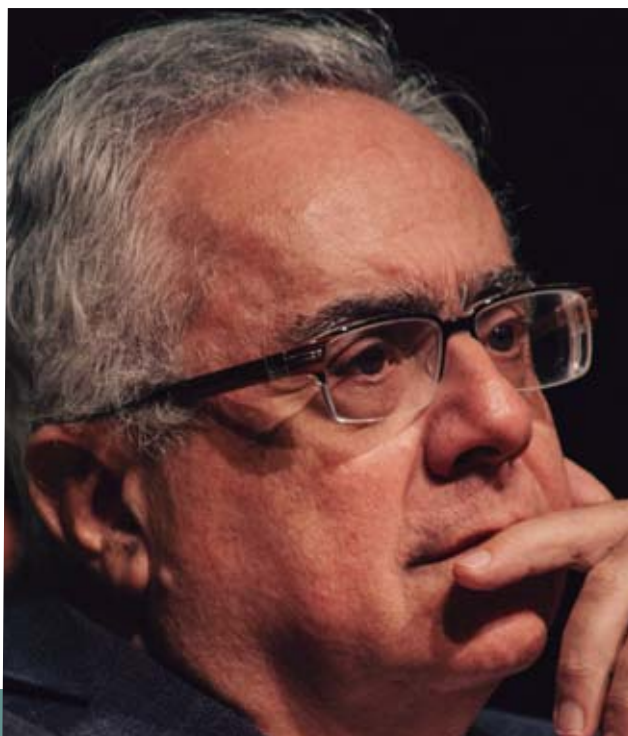


État de Droit et Démocratie: extrêmes, périls et défis de la crise brésilienne

Luiz Nassif

Journaliste, Directeur de la Revista GGN

Photos: Marcus Mendes, 2019.



Le journaliste Luiz Nassif, encore dans les salutations initiales, a déclaré de manière cruciale que le projet de l'avenir du Brésil, dessiné au plus fort de l'activisme de João Mangabeira, basé sur la démocratie, avait été perdu. En prenant le défi d'identifier, même brièvement, la racine de la crise du bolsonarisme, et expliciter le jeu de forces qui s'installe dans le Pays actuellement, Nassif a annoncé de manière objective que «l'espoir réside dans la région Nordeste du Brésil». Certes, la motivation du conférencier vient du comportement plutôt de gauche de ces états brésiliens, comme en témoignent les résultats des élections de 2018. En ce sens, il est important de contextualiser l'importance des partis tels que le PSB.

“L'espoir est dans la Région Nordeste du Brésil ”

Luiz Nassif



Pour expliquer au public ses idées sur la démocratie, le journaliste a dû faire un récit historique. Il était angoissant de l'entendre comparer les dernières décennies des années 2000 à la fin du XIXe siècle. Il a identifié la financiarisation comme l'un des problèmes qui ont conduit le Brésil au serrement de la Bourses autrefois, à la fin de la Monarchie et au début de la République. Les bulles spéculatives sont encore préservées. La concentration du pouvoir s'intensifie accentuant la séparation abyssale entre riches et pauvres. Les systèmes financiers, comme dans beaucoup d'autres pays, continuent de s'articuler au-dessus des intérêts nationaux.

En historicisant ces derniers temps, Nassif a conclu que l'ensemble des dogmes économiques créés et consolidés favorisait progressivement l'affaiblissement des pays. Il a critiqué la mondialisation trompeuse, les politiques de taux d'intérêts supérieurs au potentiel de croissance de l'économie et la relation avec le Produit Intérieur Brut (PIB). «Cette idéologie repose sur une vaste alliance entre les banques centrales du monde. Au Brésil, depuis Marçilio Marques Moreira, nous avons commis un ensemble de soumissions au marché qui se sont révélées fatales. Tout le trépied vertueux que le marché applaudissait a été conservé dans le gouvernement Lula, abandonné un peu dans le gouvernement Dilma, mais qui est revenu avec intensité avec Joaquim Levi.»

En ce qui concerne la dernière crise, celle de 2008, le conférencier a déclaré de manière concise que le modèle néolibéral ne conduisait qu'à des bulles spéculatives et à des disparités de revenus, mettant ainsi fin à la social-démocratie qui, selon lui, s'est soumise au jeu médiatique et à l'opinion publique. La FJM a constamment mis en garde que la démocratie ne peut être courbée au sol - sans pouvoir se repositionner - par des représentants de groupes autori-

taires. C'est la raison pour laquelle nous proposons de tels débats, organisés dans tout le Pays. L'initiative fait écho à la nécessité de montrer la contrariété de ceux qui veulent un Brésil ancré sur des bases démocratiques et égalitaires.

Le journaliste s'est moqué du concept de faire ses devoirs au sein de l'économie politique. Pour lui, chaque fois que cela est recommandé, cela signifie l'affaiblissement des programmes sociaux. Suite à l'échec général des promesses d'aide sociale, les coupures dans les réseaux de sécurité sociale ont commencé à être encouragées, convaincus que le renforcement de l'efficacité de l'économie ferait croître le pays et que tout le monde y gagnerait. Mais il s'est avéré qu'à la fin de ce processus, la concentration des revenus était encore plus grande. Pour Nassif, les rêves se sont effondrés, la social-démocratie a cessé d'exister. Le sérieux de cette disparité dans la répartition des revenus est que ceux qui ont le pouvoir économique conquièrent le pouvoir politique et, de plus en plus puissants, des groupes oppresseurs continuent d'éliminer les garanties déjà obtenues et les possibilités d'égalité du peuple brésilien qui, bien évidemment, ne s'en est pas aperçu.

Mais si, d'une part, le monde était en crise en 2008, au Brésil, selon Nassif, on parlait du miracle de la démocratie. Le journaliste lui-même avait reçu, quelques années auparavant, des professionnels d'Espagne et de France afin de les renseigner sur la réalité du Pays. Ils étaient intéressés par la diffusion du modèle de démocratie participative mis en œuvre au Brésil. Parler des conférences nationales sur l'innovation, l'éducation et la santé. Examinez de près les syndicats, les Organisations Non Gouvernementales (ONGs), les différentes catégories de professionnels qui échangeaient des expériences, partageaient des idées pour former un consensus.

Les modèles de participation citoyenne, tels que celui mis en œuvre par le PSB au Paraíba en 2011 sous le gouvernement de Ricardo Coutinho, étaient considérés comme un exemple de démocratie. Le Budget Participatif, canal de communication avec la population, instrument d'écoute nécessaire pour promouvoir effectivement un processus démocratique dans l'univers politique, a attiré l'attention de plusieurs chercheurs du monde entier, y compris Edgard Morin, de France, et Otto Scharmer, des États-Unis.

Non sans regret, Luiz Nassif a relaté l'effondrement de ce modèle démocratique, résistant seulement dans certaines localités telles que le Paraíba, qui a réélu le Parti Socialiste Brésilien. En tant que proposition de Nation, se trouvaient malheureusement aux racines du miracle social brésilien les semences de la corruption qui détruirait cette expérience de la social-démocratie en proposant une courbe inversement opposée.

Homme de communication, le conférencier n'a pas mesuré les mots pour dire que la presse avait beaucoup de responsabilité dans tout ce processus qui a suivi, amenant le Pays à la situation d'aujourd'hui. «Nous avons un gouvernement et des partis politiques extrêmement non préparés pour analyser cette nouvelle réalité qui a émergé avec les réseaux sociaux, ces cyberguerres», a souligné Nassif. La plus grande critique concernait le pouvoir d'interférence d'une seule chaîne de télévision. «Avec un pouvoir de cartel, cette chaîne a appelé les gens aux manifestations, en diffusant et en transformant un groupe médiocre comme celui-ci de Paraná en un grand héros national. Et ils ont fait le travail si bien que ces auteurs l'ont cru. Et maintenant qu'ils tombent dans la réalité qu'ils sont inutiles, ils sont jetés dans les mites.»

Pour Luis Nassif, la destitution de Dilma,

qu'il appelle coup d'État, a été une guerre sémiotique, une guerre sur les réseaux sociaux motivée par l'antipétisme, l'antilulisme. «C'est ce qui a réuni tous les secteurs. C'est ce qui a fait sortir les fauves de leurs cages.»

Pour illustrer son discours, le journaliste a créé un plan décrivant les forces qui agissent dans le jeu politique brésilien actuel. Il a divisé le scénario en quatre, situant la droite, l'extrême droite, le système et l'opposition ainsi que leurs acteurs sociaux respectifs.

Liés à l'opposition se trouvent les lulistes, les travaillistes; les démocrates non nécessairement associés au PT ou à Lula; les syndicats; les mouvements sociaux et les organisations sociales en général; et en particulier les organisations de défense des Droits de l'Homme. Les médias, le quatrième pouvoir, apparaissent fragmentés au-dessous de trois des quatre

Photos: Marcus Mendes, 2019.



groupes. Le média 1, principalement le groupe qui comprend Globo, Veja, Estadão et Folha, reste lié au système. «Ceux qui définissaient vraiment l'opinion dans le cadre des relations avec le pouvoir central. Le reste se laissait emporter par eux », a-t-il expliqué. Le Congrès, la Cour Suprême, le haut commandement du bureau du Procureur-Général de la République et les hommes d'affaires appartiennent à ce même groupe. À propos des hommes d'affaires, le journaliste a saisi l'occasion pour préciser que s'ils composaient avant un auditoire dilué, il devenait au fil du temps des participants. « Aujourd'hui cela est devenu une bouillabaisse. »

À propos de ce mouvement historique des entrepreneurs, il convient de noter que, malheureusement, ce ne sont pas les bonnes

intentions qui les ont rapprochés du secteur politique. Et dans ce sens, il y a aussi une ségrégation entre eux. Les reconnaître et renforcer un front collaboratif pour assainir cette relation entre public et privé est une étape nécessaire.

Le conférencier n'a pas manqué l'occasion de faire une critique ironique. «L'autre jour, j'ai vu l'analyse d'un économiste de quatre économistes qui évaluaient Paulo Guedes. Un individu de la Confédération Nationale de l'Industrie (CNI) a défendu la réduction du pouvoir de l'État. Vous réduisez la Banque Nationale de Développement Économique et Social (BNDES), vous détruisez l'industrie des machines et du matériel lourd et l'industrie des infrastructures. Vous réduisez la Caixa Econômica (banque étatique) et tuez l'industrie de la construction. Maintenant, on commence à capter. »

Panorama des forces qui agissent dans le jeu politique



Source: Exposé du journaliste Luiz Nassif sur « Pense Brasil » : Etat de droit et démocratie, 2019.

Le média 2 reste situé au-dessous de la Droite. Ce sont les autres chaînes de télévision non attachées au système Globo; quelques systèmes de la radio; et les réseaux sociaux. À propos de ces derniers, le journaliste fait une mise en garde, expliquant qu'il ne s'agit pas de milices numériques mais de réseaux sociaux qui sont devenus un véritable champ de propagation de ce conservatisme brésilien qui avait été submergé par un ensemble de règles sociales qui ont été défaits quand a débuté la démolition de la Constitution.

Et cette approche mérite l'attention. Tous les efforts de la FJM consistent à organiser des pratiques qui aboutissent à la protection de la Carta Magna, en particulier en ce qui concerne la sauvegarde de la Démocratie et des droits acquis du peuple brésilien.

L'ultradroite apparaît également sur le plan du jeu politique élaboré par Nassif, identifiée principalement comme étant la Lava Jato et tout son domaine moral. Le journaliste souligne que beaucoup a été fait, bien qu'amoral, au nom de la Lava Jato. C'est précisément pour cette raison que le conférencier soutient que l'épisode de The Intercept Brésil a été l'événement politique le plus important des dernières décennies. « Il est très important de voir qu'un strip-tease est en cours dans tout le système de pouvoir brésilien. »

Le média 3 réunit les fondamentalistes, en particulier les évangéliques. Pas la partie moderne, progressiste, mais surtout, selon Nassif, les fondamentalistes qui dirigent une milice numérique. Pour expliquer davantage, l'orateur a identifié comme média 3 ceux qui créent des factoids permanents pour détourner l'attention du point clé de la politique. Et il a rappelé les cas qui sont sortis du focus sans être résolus, comme la mort de Marielle; le cas

de Queiroz; L'ingérence de Bolsonaro, même en tant que député, pour empêcher l'action de l'armée contre la milice à Rio de Janeiro.

Et c'est dans cette ligne de raisonnement que le journaliste en est venu aux fake news. Pour lui, la presse a voulu instrumentaliser la droite, qui a acquis une vie propre, a commencé à se servir des réseaux sociaux et obtenu son indépendance vis-à-vis de la presse. Plus que de rapporter les idées, ce groupe est venu défendre ses propres thèses. Un bon exemple, c'est la position des médias sur la réforme des retraites. Il n'y a eu aucune contribution pour approfondir le thème et clarifier la population.

Pour le journaliste, il n'a pas été dit qu'en perturbant le marché du travail formel tel qu'il est constitué aujourd'hui, il n'y aura plus de financement de la Sécurité Sociale et, par conséquent, il n'y aura pas de ressources pour composer les fonds de garantie. Certaines petites villes, qui survivent avec le revenu des travailleurs, ont profondément ressenti la perte des fonds de retraite. « On met du temps à capter ça, car nous avons un niveau d'information, en particulier qui devrait être alimenté par les médias, qui sont très mauvais. »

Et à la suite de tout ce qui a été dit par le journaliste, la conclusion irrémédiable est celle de la polarité démocratie contre dictature. Ceux qui, de l'intérieur de la démocratie, ont pu se faire entendre ont demandé le changement et même ils se sont battus pour le changement, ils commencent à comprendre qu'ils ne pourraient se manifester que par la Démocratie, car la dictature veut qu'ils se taisent. Combien de temps faudra-t-il avant que le regret ne soit un sentiment très commun parmi les électeurs qui se sont positionnés à l'extrême droite ?



Protection de la démocratie, tâche qui unifie la lutte contre le recul



Carlos Siqueira
Président du Parti Socialiste Brésilien (PSB)
Médiateur: Ricardo Coutinho

Photos: Marcus Mendes, 2019.



**“C'est la politique qui
a échoué et non la
démocratie ”**

Carlos Siqueira





Photo: Marcus Mendes, 2019.

Fidèle au thème de sa conférence, le président du Parti Socialiste Brésilien (PSB), Carlos Siqueira, a commencé par appeler tous les partis progressistes du Pays à une réflexion analytique sur les erreurs commises au cours des dernières années en ce qui concerne la conquête et la permanence de la Démocratie brésilienne, dans les 34 ans dernières années.

Répondre à cette question est urgent et fondamental pour renverser la réalité actuelle. Un premier élément important pour comprendre l'histoire nationale consiste à considérer que « c'est la politique, et non la démocratie, qui a échoué ». Et le président a souligné que cet échec pourrait et devrait être momentané, et a précisé qu'il n'était pas découragé de continuer à se battre pour un Pays sans autoritarisme et répression idéologique.

La tertiarisation de l'erreur, une initiative inhabituelle dans l'arène politique, a laissé le public attentif à la suite des événements. Siqueira est parvenu à la conclusion que, bien que cette période soit la plus longue du Brésil, 34 ans de Démocratie formelle, c'est encore peu de temps pour le perfectionnement souhaité.

Suite à l'invitation à la responsabilité personnelle, le conférencier a attiré l'attention sur les conquêtes de la même période. La Constitution de 1988 a été une étape significative parmi les victoires du peuple brésilien. En son nom, la Nation ne peut permettre la régression et accepter la perte de droits gagnés conquis avec bravoure.

La força de la gauche et son extraordinaire mobilisation ont dû être reconnues en 1988 par les conservateurs. Ils ont subi un échec dans la question sociale, mais ils ont été victorieux dans le domaine de l'économie. Ce conflit entre le social et l'économique est historique et a produit des résultats oscillants dans lesquels nous perdons de vue l'impérieux besoin d'harmoniser les politiques économiques et les politiques sociales.

La création de la Sécurité Sociale - Santé, Assistance et Prévoyance - est la plus grande réussite du peuple brésilien et est exactement ce que le gouvernement actuel cherche à détruire, en raison de son caractère franchement redistributif des revenus. La cible principale ne sont pas les programmes d'assistance sociale, comme le Bolsa Familia (Bourse Famille) qui sont essentiels pour atténuer la pénurie des populations les plus démunies et ne peuvent pourtant pas transformer la réalité d'une pauvreté qui se reproduit nécessairement sans l'adoption de politiques d'État qui aboutissent dans la répartition du revenu et de la richesse au Brésil. Les principaux droits sociaux et du travail durement acquis sont gravement menacés.

Le message que PENSE BRASIL doit faire répercuter est que les conservateurs, à l'intérieur et à l'extérieur du Congrès National, ne peuvent pas gagner cette confrontation. La force de l'union de ceux qui croient et se battent pour l'État de Bien-Être Social doit être suffisamment plus grande pour garantir les prédictions de la Constitution Citoyenne de 1988.

Le président a évoqué des représentants légitimes de ces victoires. Parmi eux, le député Sérgio Arouca, Dr Jamil Haddad et d'autres hygiénistes de gauche, qui ont créé le système de santé. En tant que systématisation des soins publics universels, la proposition est impeccable. Cependant, l'efficacité n'était pas au rendez-vous, ce qui devrait être la principale préoccupation de tout gouvernement, en particulier de celui de gauche.

Dans le domaine de l'éducation, il a cité Carlos Siqueira, il est un fait que l'universalisation de l'enseignement de base doit être considérée comme une réalisation fantastique, mais là encore le manque d'efficacité ruine les résultats et ralentit les transformations sociales tant souhaitées.

“Les partis politiques sont les piliers de la Démocratie”

Les pertes annoncées, avec l'assentiment du Congrès National, auront un impact considérable sur la structure socio-économique du Pays. « La Sécurité Sociale est le plus important distributeur de revenus dans le Pays. Aucune autre institution ne distribue plus de revenus que la Sécurité Sociale brésilienne », a souligné le président du PSB, dans le but de prévenir de la crise résultant des changements proposés, quand ils seront implémentés s'ils sont implémentés.

En illustrant son discours, Siqueira souligne que la mise en œuvre de l'agenda ultralibéral de Temer et de son successeur produit déjà des scènes que le Brésil avait surmontées, comme celle où la faim pousse les pauvres à piller les marchés, en particulier pendant les périodes de sécheresse au nord-est.

Dans cette logique de reconnaissance du rôle de chacun dans la trajectoire politique des 34 dernières années, après avoir rappelé victoires et défaites et loué les conquêtes, Carlos Siqueira a accentué le grand défi auquel sont confrontés les partis, à un moment où la démocratie est attaquée. « Pour consolider une démocratie, il faut les piliers de la Démocratie et les piliers de la Démocratie sont les partis politiques. »

En racontant comment, au Brésil, la proli-



fération de partis de location a sapé le système politique, le président du PSB a critiqué la position du Supremo Tribunal Federal - STF (Cour Suprême Fédérale) qui a déclaré inconstitutionnelle la clause des 5% de performance qui aurait réduit le nombre de partis il y a 10 ans à 4, 5 ou 6 au maximum.

C'était une grave erreur de ne même pas essayer de promouvoir la réforme politique nécessaire pour redonner de la vigueur au système politique. Si seulement le débat avait été inscrit à l'ordre du jour, il aurait pu diffuser la connaissance et la compréhension des demandes visant à aider les générations futures à la réaliser. Mais tout au long de cette période, certifie le conférencier, il n'y a eu aucun engagement dans le thème. Et le résultat de cette négligence est de devoir vivre une réalité amère, celle de l'actuelle situation politique de la Nation.

La critique sur le gouvernement Lula, au-delà de la réforme politique qui n'a même pas été présentée, est basée sur le constat que, dès lors la composition du gouvernement, les partenaires préférentiels - le "noyau dur" - ne s'articulaient pas avec les institutions progressistes, mais avec les associations comme le MDB actuel. Et la critique de Siqueira ne fait pas référence à la mise en place d'un gouvernement socialiste. À son avis, à l'époque, c'était peu probable car, dans l'agenda émergent des besoins, le Brésil devait encore traverser un long processus civilisateur de respect des Droits de l'Homme essentiels pour sa population et de combat de l'inégalité vertigineuse.

Et le temps a passé sans que les changements nécessaires aient été réalisés. C'est vrai, mais cela ne doit pas être décourageant au point d'arrêter les forces contraires. C'est le grand défi proposé par la FJM. Rassembler les grandes têtes pour réfléchir et construire des thèses qui indiquent la bonne voie à suivre.

Un autre avertissement de la part du prési-

20



**“Nous n'allons pas
échouer et attendre
un avenir incertain et
tragique annoncé par
les politiques
actuelles, qui sont
de nature plus que de
droite, elles sont de
nature fasciste”**

dent du PSB partagé avec la FJM concerne le temps de réaction. Le changement doit être guidé pour le moment, avec des répercussions sur le moment historique actuel. « Nous n'allons pas échouer et attendre un avenir incertain et tragique annoncé par les politiques actuelles, qui sont de nature plus que de droite, elles sont de nature fasciste. »

En examinant les problèmes du Pays, Carlos Siqueira envisage, parmi eux, une entrave sociale importante due au manque de planification de la croissance urbaine au Brésil. Si nous pensons que le droit à la ville est limité à une partie de la Nation, nous réalisons que parmi les 80% qui vivent dans la zone urbaine, beaucoup sont, selon le président, dans un «apar-



theid social». Le thème est également pertinent pour l'ordre du jour de la démocratie, car il concerne l'accès aux avantages offerts par les villes. Les 20% situés à la campagne ne sont pas en meilleure situation.

Dans cette ligne de raisonnement, en matière d'environnement, prend de l'importance la faible offre de traitement des eaux usées, la limitation de l'approvisionnement en eau potable. Ce sont des problèmes quotidiens qui se développent. S'ajoutant à cela, l'accent étant mis sur le bien-être et les opportunités, le manque de pavage, l'absence d'écoles adéquates, l'accès inexpressif à la culture et aux loisirs, en particulier pour les jeunes, surtout les noirs.

Vers la fin de son exposé, le président du PSB, Carlos Siqueira, a repris l'exercice de l'auto-évaluation critique, des pratiques des partis politiques et de la gauche brésilienne. Pour lui,

ni l'un ni l'autre n'ont approché les Brésiliens, ce qui a provoqué une distance abyssale entre la population la plus démunie et les représentants du secteur progressiste.

Le président a conclu en précisant que les mouvements sociaux ne peuvent être limités aux partis, car il a été longtemps convenu que les étudiants devraient s'organiser sous le PT ou le PCdoB. Le Brésil perd avec cette orientation. La grande force du changement réside dans la progression des mouvements issus de la société brésilienne, la population. «Un changement profond ne peut se produire uniquement avec les partis, pas seulement avec le parlement. Le changement structurel au Brésil ne peut se produire que par la combinaison de partis solides, programmatiques, qui savent où ils veulent aller, qui savent écouter la population et agir à travers elle.



Photo: Marcus Mendes, 2019.



Médias, pouvoir et citoyenneté: vertiges, périls et espoirs de la crise brésilienne

Helena Chagas

Journaliste

Rodrigo Rollemberg

Ancien gouverneur

Médiateur: Valneide Nascimento

Photos: Marcus Mendes, 2019.

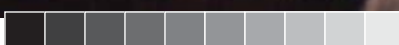




Photo: Marcus Mendes, 2019.

**“C'est à ce moment
que les médias
vont au-delà des
reportages et
commencent à
faire partie de
l'enquête.”**

Helena Chagas

Invitée à parler des médias et la conjoncture politique, en se concentrant sur le moment présent, la journaliste Helena Chagas a défini d'emblée ce qui constitue un «scandale médiatique». Pour elle, il s'agit de la corruption dans laquelle les détails de l'enquête se déroulent avec les médias, ce qui en fait un participant au processus. « C'est à ce moment que les médias vont au-delà des reportages et commencent à faire partie de l'enquête. »

Ce comportement s'est intensifié à partir du mensalão (gros scandale de corruption politique entre 2005 et 2006); a été accentué avec la Lava Jato; et a abouti à la destitution de Dilma Rousseff. Les médias traditionnels, surtout ceux considérés comme mainstream des principaux véhicules de communication du Pays, ont commencé à promouvoir le discrédit et la démoralisation de la politique devant les yeux de la population.

Même sans être opposée à l'opération Lava Jato, convaincue que la corruption doit être combattue, la journaliste comprend qu'il y a eu des excès. Le climat de terre dévastée, a-t-elle dit, a déstabilisé les structures politiques et l'affirmation selon laquelle chaque homme politique est corrompu ne collabore pas avec le processus démocratique et représentatif du Brésil.

Cette brume a caché certaines vérités et a créé une ambiance permettant de tromper plus facilement le peuple, faisant de Bolsonaro un outsider en dehors de la politique, ce qui n'est certainement pas le cas. L'équipe du Président élu a eu le mérite de pouvoir très bien vendre ce mensonge.

La dispute issue de la politique a atteint les médias, qui ont déclenché à leur tour une autre compétition. La nécessité de donner un adjectif à la presse pour identifier le groupe auquel appartient le véhicule - traditionnel (télévision, radio et presse écrite) ou les nouveaux médias - est devenue monnaie courante. La dispute

pour l'espace qui devrait naturellement, en tant que règle de marché, qualifier le produit, a eu un effet radicalement opposé.

Bien que beaucoup de gens cherchent à s'informer en allumant la télévision, Chagas a déclaré que 70% des Brésiliens obtiennent des informations sur les réseaux sociaux. La diversité des sources multiplie les contenus, produisant le milieu approprié pour l'apparition des fake news. Certaines chaînes numériques se démarquent, recevant l'approbation de la population comme étant crédible, d'autres restent parallèles, proposant des réflexions moins évidentes, mais avec des attaques fréquentes de la part de groupes conservateurs.

Cette métamorphose des médias, vue clairement, est générationnelle. Les jeunes n'ont pas le même rapport avec la télévision que la génération née à la fin des années 1980. Bien que cette affirmation n'ait rien de novateur, il faut tenir compte de ce comportement humain dans le débat sur la Démocratie, la formation de la pensée critique et la politique. « La gamme des jeunes, d'adolescents de 12, 13 ans à 24 ans, ne représente que 10% de

l'audience de la télévision ouverte », a-t-elle ajouté.

Appuyée par le discours du président du PSB, Carlos Siqueira, Helena Chagas a souligné l'utilisation timide faite par la gauche des ressources médiatiques lors des dernières élections. Même le PT, qui a toujours été chef de file dans ce domaine, a pris du retard. Un bon exemple est qu'à la fin de la campagne, les militants demandaient aux électeurs de liker les posts. Ils informaient le nombre de likes de l'adversaire, non satisfaits, comme si les élections seraient résolues sur les réseaux sociaux.

Dans la réflexion de la journaliste, les médias se distinguent par les infos publiées par The Intercept Brésil. Ironiquement identifiées comme Vaza Jato (fuis-jato), les médias numériques ont supplanté les systèmes puissants. Pour ne pas être laissés de côté, les radios et télévisions traditionnelles devaient mettre en valeur un autre moyen de communication. Un métalangage important. « Dans une stratégie de crédibilité très astucieuse, Intercept n'a pas tout donné d'un coup, car c'est une matière vraiment énorme. La chaîne a décidé de faire



Foto: Marcus Mendes, 2019.

alliance avec les médias traditionnels, tels que Folha, Veja et Band News », a expliqué la conférencière.

L'ancien gouverneur du District Fédéral, Rodrigo Rollemberg, a déclaré d'emblée, durant son exposé, que « nous sommes entre la civilisation et la barbarie ». Il entend par là que les Brésiliens vivent un moment historique très sensible aux polarisations et sont absolument affaiblis par les manœuvres de manipulation. La plus évidente d'entre elles, selon lui, est celle de la réforme de la Prévoyance Sociale. Ceux qui manifestent dans les rues en faveur de la réforme proposée le font sans comprendre exactement ce qu'ils défendent.

Le manque de civilité peut être mesuré par la banalité exagérée de la violence, en particulier à l'encontre des femmes et des personnes LGBT. L'ancien gouverneur aborde ce thème précisément pour conclure que la démocratie est la première à être menacée lorsque la barbarie triomphe sur la civilisation. « on doit acquérir la capacité de promouvoir un soulèvement contre le fascisme instauré au Brésil et de défendre la liberté et l'État de Droit dans notre Pays. »

Pour renverser cette réalité, il est impératif de surmonter les inégalités et les désinformations. Les unes et les autres sont intrinsèquement liées, car sans information, les inégalités gagnent de la place. Un exemple actuel de cette corrélation entre elles, c'est la déclaration du gouvernement selon laquelle la réforme de la Prévoyance permettra d'économiser R\$ 1 billion en 10 ans. En ne clarifiant pas la manière dont cela sera envisagé et, dans ce cas, les médias ont beaucoup de responsabilités, l'impression de succès est laissée dans l'air. Cependant, cette économie frauduleuse entraînera une perte de profit pour la population la plus pauvre. « Nous sommes en train de démanteler l'un des piliers de la conquête de

Photo: Marcus Mendes, 2019.



**“Nous sommes
entre la
civilisation et
la barbarie.”**

Rodrigo Rollemberg



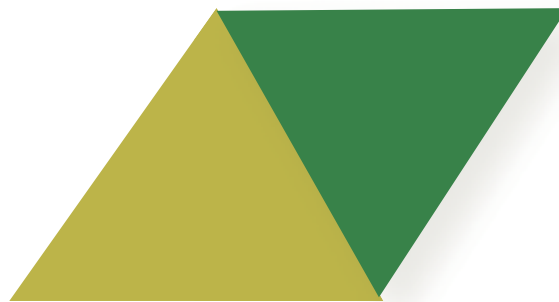
la société brésilienne consolidée par la Constitution de 1988», a conclu M. Rollemberg.

Les critiques de l'ancien gouverneur, bien que ponctuelles, sur la réforme de la Prévoyance Sociale, peuvent être analysées comme une menace pour la Démocratie et pour l'État de Droit conquis par les Brésiliens. Si elle est confirmée, cette pratique en tant que stratégie récurrente de la gestion de Jair Bolsonaro, dans laquelle des mensonges institutionnels guideront la prise de décision du Congrès National, nous ne pourrons pas contenir l'avancée de la médiocrité politique. La défense de ceux qui votent pour la réforme montre la fragilité des arguments, le manque de sérieux des calculs et la pauvreté de la logique, laissant le Pays de plus en plus désemparé par la lucidité.

La lutte entre les faibles et les forts est évidente. Si, d'une part, le gouvernement profite à l'agro-industrie, d'autre part, il réduit l'allocation salariale du travailleur qui gagne jusqu'à deux fois le salaire minimum. Autrement dit, la Présidence fait des choix et a choisi de s'en prendre au travailleur salarié pour épargner l'impôt sur les exportations de produits agroalimentaires. Ces choix reflètent le modèle de gestion présenté par le Président élu en 2018.

La crainte du conférencier concerne l'appauvrissement des petites villes qui ont longtemps été largement entretenues par la retraite des personnes plus âgées. Il a rajouté que ces personnes, qui gagnent peu, dépensent tout pour la consommation: nourriture, médicaments, loyer. «Au moins 33% de cela revient à l'État sous forme d'impôts.»

En omettant d'éclairer la population sur toutes les conséquences de la réforme, les médias brésiliens font également leurs choix, non sans motivation. Bien que différent, le résultat sera affreux à la Nation, sinon à court



terme, certainement à moyen et à long terme.

L'ancien gouverneur, ainsi que Carlos Siqueira, n'a pas seulement tertiarisé les fautes. Il a été acide à l'égard du comportement de la gauche et des partis progressistes. Même les parlementaires qui ont voté contre n'ont pas été suffisamment effusifs pour attirer l'attention de la presse sur les effets secondaires de l'adoption de la réforme de la Prévoyance Sociale. Pour lui, la consolidation des partis politiques passe par le renforcement de leurs thèses et, dans ce cas, le PSB ne pourrait jamais s'insérer dans la proposition du gouvernement de promouvoir la concentration des revenus et l'appauvrissement accentué de la population la plus pauvre. D'où la rigidité du parti vis-à-vis du positionnement de ses parlementaires, a-t-il expliqué.

Une question a émergé du discours de l'orateur: « Comment agir pour réduire les inégalités et combattre la désinformation au Brésil ? ». Pour Rollemberg, la réponse doit être élaborée par le PSB à partir de débats tels que ceux organisés par la FJM qui pourraient effectivement permettre de faire rajeunir la reconfiguration programmatique du parti.

En fait, cette mise à jour du parti passe par sa qualification dans l'utilisation des ressources médiatiques pour une communication meilleure et plus efficace de ses thèses et propositions. Avant de terminer, l'ancien gouverneur a souligné que le monde vivait dans une guerre dans laquelle les technologies de l'information étaient en conflit et visiblement dirigées par ceux qui possédaient les compétences et le contrôle des médias sociaux. « Ne soyons pas dupes des réseaux sociaux, car les algorithmes sont là pour contrôler la vie de chacun », a conclu le conférencier.





Le trouble autoritaire: et l'État contre l'Économie

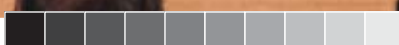
Luiz Gonzaga Belluzzo
Économiste et Professeur à Unicamp
Médiatrice: Lídice da Mata
Députée Fédérale – PSB-BA



Fotos: Marcus Mendes, 2019.

**“Nous devons faire payer plus cher à
ceux qui peuvent payer l'Impôt sur le
Revenu, l'Impôt sur le Patrimoine”**

Luiz Gonzaga Belluzzo



L'économiste et professeur Luiz Gonzaga Belluzzo a précisé dans les premières minutes de son discours que nous devons tous lutter pour le libéralisme politique avec les mêmes forces avec lesquelles nous devons contrôler le libéralisme économique. Notamment un fan du neuvième art, il a recommandé deux films en moins de dix minutes: *They Shoot Horses, Don't They?* (La nuit des désespérés) et *Le voleur de bicyclette*. Son récit initial sur les Accords de Bretton Woods, un système international de gestion économique mis en place aux États-Unis en juillet 1944 avec 44 pays participants, dont le Brésil, a soutenu son affirmation selon laquelle nous assistions à une régression en ce qui concerne la possibilité pour les pays dits périphériques d'exécuter leurs politiques de développement.

Cela équivaut à affirmer qu'au moment de la courbe, le Brésil a entrepris le mauvais chemin. Ce processus de destruction de ce qui a déjà été fait, mentionné par l'orateur, est vaste et englobe toutes les institutions et formes d'organisation mises en place au cours des dernières décennies. Ce qui est alarmant, c'est qu'aucun mouvement ne cherche à vraiment comprendre ce qui se passe. Sans ce diagnostic, il n'y a pas de politique efficace pour inverser cet état de déclin.

Possédant un trait humoristique, l'économiste a révélé au public que son chien s'appelait John Maynard Keynes. Et il a dit cela pour raconter que le matin de la veille de sa participation à PENSE BRASIL, à Brasília, il avait commenté avec son chien de compagnie le retard du journal *O Globo* à publier, à cette date-là seulement, que le Brésil était devenu un pays en voie de désindustrialisation. «Keynes a été nerveux d'apprendre cela. Un truc incroyable», a plaisanté l'économiste.

Et il a illustré son discours en expliquant que la télévision qu'il avait achetée, bien qu'elle

ait été annoncée comme étant produite dans la Zone Franche de Manaus, avait été bien montée entièrement en Chine et qu'au Brésil, il y avait auparavant quatre industries d'équipements de télécommunication; il n'y en a aucune à présent.

Dans cet ordre d'idées, les comparaisons avec la Chine, le pays qui a trouvé la synergie idéale entre le secteur public, les banques et les entreprises publiques et le secteur privé, étaient inévitables. Ses mots visaient à ridiculiser un discours en vogue sur le renforcement d'un état minimal en mettant de côté la participation du système public. Cette acclamation de certains secteurs selon laquelle le gouvernement devrait laisser le marché fonctionner montrent un manque de compréhension à ce sujet. «Ils ne savent pas ce que c'est que le marché», a déclaré Belluzzo. «Le marché est ancré dans les garanties institutionnelles, dans la juridicisation, par exemple, dans les lois, dans les règles. Le marché laissé à lui-même est une affaire hobbesienne, c'est-à-dire la guerre de tous contre tous», a-t-il conclu.

Un modèle contraire de cette relation séparée marché-État est celui où le gouvernement investit dans la Science et la Technologie et dans les industries pour produire des innovations brevetées.

Une critique de l'économiste, partagée par la FJM, fait référence au mouvement étroit du Pays pour encourager des raisonnements binaires, proposant toujours des explications simplifiées. Dans le cas des relations entre l'État et le marché, il ne faut pas nécessairement que cela se fasse de cette façon. La composition est possible et peut être très saine pour un modèle économique progressif.

L'exposé du professeur avance vers l'histoire de la production industrielle en Chine et en Allemagne, jusqu'à ce qu'il concentre son commentaire sur la dispute entre les États-Unis et

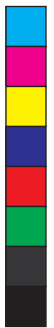


l'industrie chinoise. En critiquant les positions protectionnistes de Trump, Belluzzo est très clair sur le fait que cette pratique politique ne le mènera pas à une victoire, ce qui, en réalité, signale la nécessité d'un nouveau Système de Bretton Woods au monde. La proposition du professeur est une invitation à réfléchir à la manière dont le Brésil apparaîtrait 70 ans après la première édition de l'accord.

Bien qu'il s'agisse d'une analyse hypothétique, il est certain que le président brésilien saluant le drapeau des États-Unis ne favorise pas l'insertion du pays dans la politique étrangère. Le manque de stratégie pour le positionnement du Brésil sur le marché international reflète les débats frivoles conduits par le Ministère des Affaires Étrangères.

Un thème structurant abordé par l'économiste à l'ordre du jour de la FJM, c'est la nécessaire Réforme Fiscale. Pour lui, cela devrait certainement rester lié à la réforme de la Prévoyance Sociale. Ce qui n'a pas été fait. La perte quotidienne pour le Pays sans les bonnes taxes est immense, non seulement pour les plus pauvres, mais certainement pour les municipalités et les états. «Nous devons faire payer plus cher à ceux qui peuvent payer l'Impôt sur le Revenu, l'Impôt sur le Patrimoine», rajoute le professeur. Il a ensuite expliqué le système fiscal brésilien. «Les impôts indirects correspondent à 51% du total collecté. Les impôts directs s'élèvent à 16% et les impôts sur le patrimoine sont pratiquement hors de propos. C'est le système le plus régressif au monde. Et ils veulent réduire le taux marginal de l'impôt sur le Revenu. Les 27% proviennent d'un certain niveau de revenu.»

Dans sa proposition d'expliquer l'épidémie autoritaire et la position de l'État contre l'Économie, l'économiste a extrait de toutes les luttes nécessaires certaines corrélées à la thématique. Se sentant provoquée, la FJM se

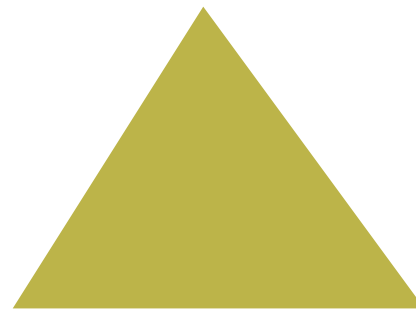




met sur le champ pour la bataille dans le but de comprendre le mouvement de la désindustrialisation et les problèmes de la précarisation, du chômage et de l'inégalité. Nous savons qu'un pays économiquement affaibli, avec le secteur industriel en retrait, a plus de restrictions pour résoudre les problèmes sociaux. Afin de rejoindre ou de réglementer l'industrie 4.0, spécialement celle qui touche la technologie et son lien avec la création d'emplois et la génération de revenus, la FJM doit être prête à se positionner. Très bientôt, ou un peu plus tard, nous serons invités à cette approche.

Selon Belluzzo, le Brésil insiste pour aller dans le sens inverse. « Le monde entier est désespéré. L'Europe et les États-Unis investissent dans les infrastructures, car la capacité de distribution des revenus est supérieure. Et ici au Brésil, nous avons ce problème que l'État ne peut pas dépenser », a averti l'économiste.

Les derniers mots du professeur à l'Université de Campinas (Unicamp) ont servi à démystifier les relations du gouvernement avec les banques et la création d'une monnaie. Enfin, sa description de la relation entre l'État et l'Économie a été didactique. Il a expliqué que le gouvernement ne peut pas percevoir l'impôt avant de dépenser. S'il n'y a aucune dépense, il n'y aura pas de revenu pour la perception de l'impôt. Pour percevoir les impôts, le gouvernement doit avoir un revenu. Les citoyens doivent faire leurs achats dans les magasins, les épiceries et les supermarchés ; l'autre doit payer l'impôt sur le revenu, doit avoir un revenu. Sans le revenu, pas d'impôt. Et c'est dans ce syllogisme très conditionné que la relation entre État et Économie est établie afin de se compléter l'une l'autre. Si l'économie ne bouge pas, le gouvernement n'a pas le moyen de percevoir les impôts. Cette simplicité de raisonnement



Le choc des tarifs était de 18% en 2015 et la réduction de l'investissement public de 21%.

constitue la base structurelle du système mais, à la stupéfaction du professeur, elle n'est pas aussi claire pour toutes les personnes impliquées. C'était le cas de Dilma Rousseff et maintenant de Levi. Pour Belluzzo, ils se sont tous deux trompés.

Les chiffres montrent la décélération de l'économie brésilienne. De 7,4% en 2010, elle est tombée à 0,5% en 2014. Pour expliquer le mouvement suivant, encore une fois le conférencier a eu recours au cinéma, rappelant le personnage du film Edwar Scissorhands qui, à la demande de la présidente Dilma Rousseff, avait exécuté des coupures. Il a ajusté le taux d'intérêts, qui est passé de 7,5% à 14,25%. Le choc des tarifs était de 18% en 2015 et la réduction de l'investissement public de 21%. L'effet de la réduction sur l'économie laisse des traces. Le Produit Intérieur Brut (PIB) diminue, fait diminuer les revenus et la recette fiscale tombe, de sorte que le déficit augmente.

À la fin, il s'est moqué subtilement de la lecture erronée que font beaucoup de l'oeuvre d'Adam Smith. « L'idée la plus évidente de ce gouvernement est qu'il faut réduire l'État et laisser le marché fonctionner. Adam Smith a déjà dit que le marché doit être fondé sur les institutions et l'empathie de l'un vis-à-vis de l'autre. Ce n'était pas ce truc grossier d'exploiter toutes vos avarices.





Le trouble autoritaire: l'État contre le Droit et la Justice

Gilson Dipp
Ancien Ministre du Superior
Tribunal de Justiça
(Cour Suprême de Justice)
Médiateur: Carlos Siqueira
Président du Parti
Socialiste Brésilien (PSB)



**“Il appartient à un juge de juger
de manière équidistante, juste,
impartiale, ponctuelle”**

Gilson Dipp

Phoos: Marcus Mendes, 2019



Gilson Dipp, invité à aborder le thème « L'État contre le Droit et la Justice », l'Ancien Ministre du Superior Tribunal de Justiça - STJ - (Cour Suprême de Justice), motivé par les récents événements mettant en cause le Conseil de Contrôle d'Activités Financières (Coaf), a annoncé qu'il centrerait ses mots sur le Gouvernement, catégoriquement opposé au Droit et à la Justice. Et avec cela, il a fait sa première critique.

Pour l'ancien ministre, la première erreur a été d'essayer de retirer le Coaf de l'économie, par une mesure provisoire, pour le relier au Ministère de la Justice, contrairement à ce qui se passe dans tous les autres pays du monde. Donc, une nouvelle critique. « Aujourd'hui, le Ministère de la Justice est dépassé et il ressemble plus à une Unité de Justice Fédérale, ou pire, à un commissariat de police. »

Il est déconcertant de voir le fils du président devenir ambassadeur des États-Unis, bien plus que d'être ou non un cas de népotisme. Par la simple volonté de son père, le fils occuper l'un des postes principaux de la diplomatie brésilienne, sans tenir compte de sa carrière, de son expérience, de sa formation, de sa qualification, de la reconnaissance des compétences, constitue «une situation étrange». Cela viole les principes d'impersonnalité, de moralité et de raisonnabilité énoncés à l'Article 37 de la Constitution.

Il a poursuivi avec la Réforme du Travail et a constaté qu'après deux ans, les résultats n'étaient pas visibles, comme l'avait annoncé Michel Temer, alors président de la République. L'objectif de création d'emplois nouveaux et plus nombreux n'a pas été atteint. L'informalité a été recouverte de ce que l'ancien ministre a appelé ironiquement «pejotisation», c'est-à-dire la transformation du travailleur en une entité juridique surposant le Cadastro Nacional da Pessoa Jurídica, CNPJ - registre national de la personne juridique - au Cadastro de Pessoa Física, CPF - registre de personne physique).

Ce qui peut être observé à ce sujet en particulier, c'est que les réformes segmentées, telles qu'elles sont conduites par les gouvernements, ne tiennent pas compte de la Nation dans son ensemble et fragmentent davantage les relations entre Économie, fiscalité, création d'emplois et revenu et l'État de Bien-être Social. La gestion intégrée hautement recommandée n'est pas à l'ordre du jour, ce qui sape les propositions globales et les résultats structurants et véritablement transformateurs. Les réformes, comme elles suivent, ont un impact sur la réalité des Brésiliens; favorisent la méfiance; produisent des incertitudes; et elles ne modifient pas la vie des citoyens pour le mieux, offrant davantage une rupture d'identité entre la société et le système politique. D'où l'apathie civique dans laquelle la FJM comprend la nécessité d'intervenir pour faire respecter les instruments qui préservent le droit de participation et la Démocratie.

L'épuisement de la Justice Électorale au détriment de la Justice Fédérale, en ce qui concerne les crimes liés au Caixa 2 (caisse 2: source et détournement d'argent de façon illicite), motivés par la thèse d'inaptitude du premier, a averti l'ancien ministre, « est une insulte ». Pour lui, la Justice Électorale a la capacité de juger les crimes électoraux graves. Les Juges des Zones Électorales rendront leurs jugements, en gardant distance des événements. Et les appels iraient aux Tribunaux Régionaux Électorales, où ils ont des avocats, des juges d'état, mais aussi des juges fédéraux. Et d'éventuels appels seraient renvoyés au Tribunal Supérieur Electoral.

Cet agenda du renforcement de la Justice Électorale, pour qu'il ne succombe pas à la centralisation fédérale, devrait être considéré spécialement par les partis politiques brésiliens, pour diverses raisons, mais surtout pour donner l'assurance que de tels actes, pénaux et apparemment complexes, ils seront jugés dans les Zones Électorales avec autant de tranquillité, de compé-

tence et d'impartialité qu'on pourrait s'y attendre.

En ce qui concerne la divulgation de The Intercept Brésil, l'ancien ministre a fait observer que, sous l'aspect juridique, et en examinant ce que l'on voit dans la presse, qu'il s'agisse ou non de piratage informatique de la part d'un hacker, il considère comme affreux les contenus et, plus encore, le non positionnement des personnages impliqués qui prétendent avec véhémence qu'il s'agit de mensonges. Cela n'a pas eu lieu, laissant au loin la probabilité d'établir une relation qui favorise le bénéfice du doute.

Bien que cela puisse sembler évident à beaucoup de gens, Gibb a décrit le rôle du juge de manière didactique, écartant toute possibilité qu'il soit le personnage principal d'une entreprise anti-corruption. Cette conduite de révéler et de mettre fin aux pratiques de corruption dans le Pays est absolument nécessaire. À cet égard, il n'y a aucune divergence entre le PSB et la FJM, c'est aux organes d'enquête, à la Police et au Ministère Public que cela appartient. « Il appartient à un juge de juger de manière équidistante, juste, impartiale, ponctuelle », a souligné l'ancien ministre.

Parmi les critiques, Gibb a gardé un compliment qu'il a fait à la Loi Anti-corruption, même s'il était suivi d'une mise en garde. Le point fort de la loi est la question de la responsabilité des personnes juridiques, à savoir les entreprises, pour des actes illicites commis contre l'administration publique, objectivement, indépendamment de l'existence d'une culpabilité ou d'une intention, à la fois la société et leurs dirigeants ou des tiers intéressés. « C'est une avancée dans la juridiction brésilienne, mais c'est totalement contraire à notre système pénal, qui ne permet pas la responsabilité pénale objective de la personne juridique, sauf en cas de crimes environnementaux. »

En ce qui concerne l'accord de clémence prévu par la loi, il a été un peu plus incisif en

matière de conduite. Il a expliqué que cet accord de clémence, en vertu duquel l'entreprise peut maintenir une déclaration de bonne réputation en échange de collaboration pour la fourniture rapide de documents et d'informations, il est privatif de la Controladoria-Geral da União (Contrôleur Général Fédéral), devenue Ministério da Transparência e Controladoria-Geral da União (Ministère de la Transparence et du Contrôleur Général Fédéral, et loin d'être une revendication possible de la part des entreprises concernées. « C'est le Ministère Public, qui est le maître de toutes ces actions, au moins jusqu'à aujourd'hui, qui pratique ostensiblement les accords de clémence avec des entreprises, non pas en matière pénale, mais en matière administrative. » En analysant le rôle des organes du pouvoir Judiciaire brésilien, L'ancien ministre s'est adressé à la Cour des Comptes Fédérale qui, selon lui, toujours sur la question de la clémence, intervient dans tout ce qui concerne les affaires publiques au Brésil, sans autorisation légale.

Le récit de l'ancien ministre a parcouru les dernières années et, de manière descriptive et rapide, il a affirmé, concluant presque, que « le Supremo Tribunal (Cour Suprême) a été indulgent envers les procès de la Lava Jato ». Il a ensuite invité tout le monde à réfléchir aux 80 demandes de délation récompensée par Odebrechet. Un ou quelques-uns suffisaient pour poursuivre le procès. Mais ce qui est alarmant, c'est que, après le décès du Ministre Teori Zavascki, le procès d'évaluation des 80 demandes a été approuvé en cinq ou six jours par la Ministre Carmem Lúcia.

L'orateur aurait bien continué, car le sujet du Judiciaire brésilien, en particulier ces dernières années, est riche en faits controversés, impliquant différents organes, professionnels, entreprises, des gens et la presse. Mais quand la fin du temps de conférence a été annoncée, il a conclu et a remercié.

Le trouble autoritaire: L'État contre la Société et les Droits de l'Homme

Alessandro Molon
Député Fédéral du Parti Socialiste
Brésilien de Rio de Janeiro et Chef
de l'Opposition à la Chambre des Députés

Guilherme Boulos
Dirigeant du Mouvement des
Travailleurs Sans-abri et ancien candidat
à la Présidence de la République par le
Parti Socialisme et Liberté (Psol)
Médiateur: Fabio Maia
Directeur d'Organisation de la
Fondation João Mangabeira



Photo: Marcus Mendes, 2019.

“Ce gouvernement légitimise la violence, vénère l’intolérance et attaque les droits et libertés”

Guilherme Boulos

Photo: Marcus Mendes, 2019.

Beaucoup de gens au Brésil limitent la conquête de la Démocratie au droit de voter aux élections directes à tous les niveaux, tous les quatre ans. Guilherme Boulos, dirigeant du Mouvement des Travailleurs Sans-abri, a signalé cette définition très étroite. Ce qui est discuté avant tout, c'est la Démocratie présentée comme une pratique quotidienne consolidée en faveur de la création d'un environnement impliquant le respect des minorités, des oppositions, des mouvements sociaux, des droits et des garanties fondamentales. Menacée, cette Démocratie doit être défendue avec courage.

Pour plus de clarté, Boulos a cité le livre *How Democracies Die*, écrit par les professeurs américains Steven Levitsky et Daniel Ziblatt, publié aux États-Unis peu après l'élection de Donald Trump. Les auteurs notent que, outre le maintien des règles formelles, les Démocraties s'appuient également sur des règles non écrites et informelles. Quelque chose de très éloigné du gouvernement de Jair Bolsonaro, qui insiste

pour comparer l'opposition au cancer, en suggérant que le Brésil a besoin d'une chimiothérapie. Pour ce gouvernement, les mouvements sociaux qui luttent pour leurs droits sont formés de vagabonds, de criminels et de terroristes.

Malheureusement pour nous tous, il ne s'agit pas d'une analyse de discours, car les pratiques gouvernementales sous-tendent ces évaluations. Quelques exemples sont la proposition de réglementer le travail des enfants, la violence à l'égard des femmes, l'acceptation du fait que l'Armée a tiré accidentellement plus de 80 coups de feu sur deux parents dans la banlieue de Rio de Janeiro.

Boulos critique et la FJM réitère qu'il s'agit d'un gouvernement qui légitimise la violence, vénère l'intolérance et attaque les droits et libertés. La militarisation se situe à l'extrême opposé du processus de démocratisation. « Nous avons plus de ministres militaires aujourd'hui que dans les gouvernements de la Dictature », a-t-il déclaré. Ce ne serait pas un problème, mais les pratiques adoptées donnent à penser qu'en ce moment historique, la force militaire constitue une menace pour la Démocratie, en raison notamment des liens établis par le gouvernement actuel avec des groupes qui, dans le passé, avaient qualifié le président Geisel de communiste, trouvaient l'épisode du Rio Centro nécessaire et n'étaient pas favorables à la Constitution de 1988.

Si nous reculons pour voir le passage de l'histoire, le mouvement d'extrême droite, qui a réuni le plus grand nombre d'électeurs en 2018, doit être évalué et pensé afin de recueillir des données pour renforcer le mouvement de résistance et de reprise. La contribution de Boulos à ce débat est qu'il y a eu une croissance de la Droite, de la base la plus conservatrice au Brésil, ainsi que des leaders des églises évangéliques. "Cette union de droite est quelque chose qui n'a



pas été vu depuis Plínio Salgado, avec les intégralistes », a déclaré le chef du mouvement.

Cependant, il n'y a pas de syllogisme dans l'affirmation que les pensées rétrogrades de Jair Bolsonaro reflètent immédiatement celles de ses 58 millions d'électeurs. Cette affirmation est basée sur le fait que beaucoup ne voulaient pas voter pour ce groupe, mais voulaient même suivre contre le Parti des Travailleurs. Tant d'autres s'ajoutent à ceux qui avaient déjà été déçus.

Les opposants ont commencé la campagne électorale bien avant que la loi autorise les demandes de vote. Ils se sont positionnés bien avant avec l'opération Lava Jato, la destitution de la présidente Dilma Rousseff et l'arrestation de Luiz Inácio Lula da Silva. Pour Boulos, ce sont ces circonstances qui ont permis la victoire de Bolsonaro.

D'autre part, le président élu a tiré parti de la faiblesse des gouvernements précédents, qui n'ont pas réussi à inverser les taux de violence nationale. Selon les données du dernier Atlas de la Violence, le pays a enregistré 65 000 homicides au cours de l'année, soit 30 fois plus que certains pays d'Europe. Bolsonaro s'est approprié cette réalité et a promis ce qu'il pouvait et ne pouvait pas faire pour éliminer ces indicateurs. « Bolsonaro a surfé sur cette vague avec un discours de l'ordre, un discours de solutions individuelles, fournissant une arme à ceux qui voulaient se protéger », a ajouté Boulos.

Plus qu'une proposition du gouvernement, l'équipe du Président élu a vendu un message le montrant comme un opposant à tout, l'anti-système, l'anti-politique, le changement lui-même.

La trajectoire discursive de Boulos a été tracée pour qu'il puisse aborder la nécessité pour les mouvements de gauche de s'unir pour dialoguer avec cette population jeune composée de milliers de Brésiliens qui n'ont jamais voulu voir Bolsonaro président. Nombre d'entre

eux, électeurs de Lula et de Dilma Rousseff lors d'affrontements antérieurs. Il faut ouvrir la porte, construire le pont, lancer la bouée de sauvetage, utiliser le mégaphone pour rassembler tous ceux qui ne sont pas fascistes.

Les chiffres révèlent qu'il était plus facile de se faire élire que de maintenir sa popularité. Il a eu le pire résultat d'approbation d'un Président élu au cours des premiers mois de son mandat des 30 dernières années. « Il y a de la place pour ce dialogue et la gauche ne peut y échapper », a ajouté l'ancien candidat à la présidentielle.

En ce qui concerne la croissance des réseaux sociaux, élément important de la victoire de ce gouvernement, Boulos n'est pas naïf. Selon lui, il n'y a pas de place pour essayer de casser les machines comme le souhaitaient les travailleurs tout au long de la révolution industrielle, en s'opposant à l'industrialisation. Comme dans ces pays, au cours des siècles derniers, la machinerie était arrivée pour rester, c'est pareil quant aux réseaux sociaux et la gauche devra apprendre à se développer avec l'aide de médias alternatifs.

Mais il ne s'agit pas uniquement de devenir un utilisateur des outils disponibles pour la communication en ligne et numérique. Il est nécessaire d'améliorer les technologies de l'information; la compréhension des lectures des données; le croisement des profils; choisir les meilleures ressources pour des recherches approfondies.

La réflexion proposée par Boulos a en quelque sorte déjà été lancée par la FJM, avec l'offre de cette suite de débats de PENSE BRASIL, et implique la contribution de ceux qui n'ont pas été cooptés par ce mouvement d'extrême droite pour résoudre les problèmes politiques du Brésil. Plus qu'une crise politique partisane, la Nation ressent le tremblement de la Nouvelle République et, dans ce cas, les mesures à prendre doivent être rapides, efficaces et représentatives de l'ensemble de la population qui souffre le plus



“Il est très grave que deux manifestations aient été organisées dans le premier semestre du Gouvernement”

Alessandro Molon



Photo: Marcus Mendes, 2019.

de ces effondrements.

Le député Alessandro Molon a commencé par suggérer une réflexion sur le titre de la communication organisée par la FJM. Pour lui, le terme de trouble autoritaire est insuffisant pour décrire la réalité brésilienne. Le problème s'est tellement étendu que la définition correcte serait une épidémie autoritaire et, malheureusement pour tous, il ne s'agit pas seulement du Brésil, mais de plusieurs pays du monde.

Le thème étant centré sur l'analyse de la Démocratie et de l'État de Droit, Molon a cité le manque de respect pour la liberté de la presse. Bien qu'aucune mesure de représailles institutionnelle n'ait été infligée à Glenn Greenwald, le simple fait qu'il existe une incertitude quant à sa sécurité préoccupe.

Le député a eu l'occasion de discuter avec le Ministre Sérgio Moro et, bien qu'il ait été assez incisif dans sa question, s'il avait dit ou non ces expressions, le fait qu'il n'y ait pas répondu ne lui donnait pas le bénéfice du doute. Moro a choisi de discréditer la méthode de collecte de données plutôt que de répudier son implication ou simplement de nier sa participation, prétendant être victime d'un montage numérique contrefait.

Molon a mis en garde la nécessité d'observer également les mouvements des gouvernements des états. Dans le cas de Rio de Janeiro, la réalité reproduit les pratiques autoritaires du Gouvernement Fédéral. Le comportement du gouverneur, selon les dires du député, fait honte aux Brésiliens défenseurs de la Démocratie.

Si les citoyens Brésiliens ne se sentent pas menacés par l'autoritarisme parce que les trois pouvoirs - Exécutif, Législatif et Judiciaire - restent en place, il est important de préciser qu'ils constituent souvent une répression voilée. « Il est très grave que deux manifesta-



tions aient été organisées dans le premier semestre du Gouvernement. Des manifestations qui ont été convoquées pour tenter de gronder le Pouvoir Législatif et le Pouvoir Judiciaire », explique le député.

Il est très important de garantir le travail des parlementaires. Le Législateur national concentre un large spectre idéologique de la société, la représentant beaucoup plus fidèlement que l'Exécutif, précisément pour sa diversité et son expression quantitative. Molon fait remarquer qu'au centre de l'Esplanade des Ministères se trouve le Congrès National, la maison du peuple. « Et c'est ce pouvoir que le Président de la République veut affaiblir. »

En examinant les 28 années de représentativité de Jair Bolsonaro au Parlement, Molon a reconnu qu'il était une figure sans écoute ni leadership. « Même pas dans le domaine de la sécurité publique, il n'a jamais été pris au sérieux en tant que personne connaissant la matière. C'est l'une des caractéristiques des autoritaires. Ils ont des réponses simples et fausses à des problèmes complexes ». La seule proposition de sécurité que défend Jair Bolsonaro a toujours été celle de tuer des bandits.

Les dirigeants qui craignent la Démocratie doivent ouvrir des espaces pour leurs projets autoritaires. Dans le cas du Brésil, l'option a été celle de gouverner par le moyen de décrets. Le député a déclaré que seulement dans la première moitié de l'année 180 décrets ont été édités. Un record par rapport aux présidents prédécesseurs. Puis Molon a répété avec indignation l'une des phrases mal placées de Bolsonaro. Le Chef de l'Exécutif Fédéral s'est dit très heureux d'avoir découvert que le stylo du Président avait plus d'encre que le stylo du Congrès. Il a perdu toute sympathie en affirmant qu'il pouvait émettre des décrets et que le Parlement ne le pouvait pas.

À propos du décret réglementant l'utilisation des armes, le Sénat l'a annulé. Avant de se rendre au Congrès, où il serait également annulé, le Président l'a révoqué en présentant un autre aux sénateurs, dans une tentative maladroite de ne pas permettre aux parlementaires de légiférer en la matière. Une manœuvre similaire a été utilisée avec le décret sur la formation de conseils représentatifs de la société civile. « Au fond, il veut empêcher les pouvoirs de fonctionner. Il appelle à des protestations contre les pouvoirs et tente à tout moment de saboter le fonctionnement de ces pouvoirs quand ils montrent qu'ils vont le freiner. »

Ce récit de M. Molon montre clairement qu'il existe de nombreuses manières de bloquer la Démocratie, souvent de manière peu évidente.

Le principal défi pour la gauche est de continuer à représenter les intérêts de ses militants. Des affrontements d'idées différentes se produisent lors d'un dialogue et le gouvernement actuel ne veut absolument pas parler. Peu avec leurs égaux, pas du tout avec leurs différents.

Cet avertissement présenté par Molon doit occuper l'agenda des partis progressistes, car la proposition, même voilée, ne permet même pas de lignes parallèles. Ce gouvernement est beaucoup plus à l'aise de gouverner absolument seul avec la fermeture de tous les canaux démocratiques pour l'échange d'idées.

La communication de manière spécifique des propositions du PSB et des idées les plus progressistes en général est un engagement que la FJM doit assumer. Pour que la lutte repose sur des bases similaires, nous devons consolider les canaux de propagation de l'information qui puissent faire circuler nos positions et nous apporter les évaluations et les attentes de la communauté non-fasciste de ce Pays.





Photo: Marcus Mendes, 2019.



PENSE BRASIL

BRASILIA

ÉTAT DE DROIT ET DÉMOCRATIE

16 juillet 2019

CENTRE DE CONVENTIONS
SHS qd. 6 lote 1 Conj.A Bloco G
Salle Vera Cruz 2
Brasilia - DF, Brésil



Accéder aux conférences

<https://www.facebook.com/pg/Fjoamangabeira/videos/>



Couverture en papier brillant Couche LD 210 g / m en couleurs 4x4.
Centre: Couche Luminosité 115 LD g / m en couleurs 4x4.
Agrafé. Tirant d'eau: 3 000 unités.

Gráfica e Editora Qualidade

Polo JK - Trecho 01 - Conjunto 03 - Lote 06 - Santa Maria
Brasília - DF | CEP: 72.549-515
Tel.: 61 3386-5199 | www.qualidadedf.com.br
qualidade@qualidadedf.com.br

“

n'abandonnons
pas le
Brésil

”

Agência Brasileira do ISBN
ISBN 978-05-60443-47-1



9 788560 441471

